

Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

(février 2008)

“Pourquoi je n’ai pas signé
le texte
*Pour une autre vision
de l’économie*”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Professeur retraité de l'UQAM

“Pourquoi je n'ai pas signé le texte Pour une autre vision de l'économie”.

Montréal. Texte inédit, février 2008.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 15 mars 2008 de diffuser cette conférence dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 19 mars 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Louis Gill

**“Pourquoi je n’ai pas signé le texte
Pour une autre vision de l’économie”.**

Montréal. Texte inédit, février 2008.

Un grand nombre d'économistes et de personnes d'autres horizons, auxquels je me rattache par les orientations que je défends, ont signé la prise de position intitulée *Pour une autre vision de l'économie*, à laquelle je ne me suis pas associé. Le but de ce texte est de dire pourquoi j'ai pris cette décision. Je résume d'abord les grandes lignes de la prise de position.

Les signataires du texte disent trouver inacceptable que l'économie occupe une place disproportionnée dans nos sociétés. Ils déplorent un manque de pluralisme dans des débats économiques dominés par une idéologie néolibérale insatisfaisante aux niveaux théorique et politique. Ils en concluent que le défi le plus fondamental qui se pose à nous aujourd'hui est de revivifier le pluralisme dans le discours économique et de redonner le droit de cité aux conceptions économiques qui offrent une autre voie que celle du courant dominant. Seule une large réflexion, pluraliste et contradictoire, pourrait selon eux nous permettre de surmonter l'impasse actuelle.

Selon la vision du monde à laquelle j'adhère, l'économie constitue le fondement des sociétés ; le pouvoir économique fonde le pouvoir politique et la capacité de diffuser des idées, notamment par la propriété et le contrôle des moyens de communications et le financement d'instituts de recherche privés, dont la fonction est de justifier des politiques qui sont de nature à garantir les privilèges des possédants. On peut regretter qu'il en soit ainsi, mais on ne saurait s'en étonner, en-

core moins estimer que l'économie occupe dans ce contexte une place démesurée ou disproportionnée. La place qu'elle occupe est à la hauteur des intérêts qu'elle dessert et du pouvoir qui garantit ces intérêts. La question n'est pas de savoir s'il serait préférable qu'il en soit autrement, mais de comprendre pourquoi il en est ainsi et d'en déduire les moyens du changement, ce qui désigne un enjeu politique et en appelle à une action conséquente sur ce terrain.

C'est pourquoi je n'arrive pas à souscrire à l'affirmation selon laquelle le défi le plus fondamental qui est devant nous aujourd'hui serait de « *revivifier le pluralisme dans le discours économique* ». En présence d'intérêts conflictuels, le plus souvent irréconciliables, les protagonistes d'une option de rechange au courant dominant en économie peuvent-ils se convaincre que « *c'est dans le cadre de délibérations collectives impliquant tous les acteurs concernés que les stratégies économiques devraient être élaborées* » ? Je pense plutôt que les contraintes du débat public commandent une intervention autonome de ceux et celles qui aspirent au changement en vue d'en convaincre la population.

Vouloir informer la population de l'existence d'une « *grande diversité de points de vue* » sur l'économie demeure largement futile dans la mesure où elle en est déjà consciente et s'attend surtout à ce qu'on le lui démontre concrètement par des études et des opinions. Vouloir dans cette optique « *redonner le droit de cité aux conceptions économiques qui offrent une autre voie que celle du courant dominant* » laisse entendre que ce droit serait actuellement brimé. Pourtant, de nombreuses voix porteuses d'un message radicalement différent, provenant notamment des milieux syndicaux et universitaires et de centres de recherche indépendants, se font entendre, même si elles font face à l'obstacle majeur du manque de moyens financiers et souvent du refus des médias de les diffuser.

Parvenir à intensifier ces interventions est un objectif primordial, mais cela n'empêcherait pas le camp adverse de continuer à nous

inonder des siennes, en particulier de ses dogmes enrobés de pseudo-scientificité, parce qu'il dispose des moyens financiers et du soutien des médias qu'il contrôle. Le combat se livre clairement à armes inégales parce qu'il reflète la structure du pouvoir dans la société, et on ne réussira pas à surmonter cette difficulté majeure en réclamant la « *revivification du pluralisme* ».

Le lieu par excellence de la revendication du pluralisme est sans conteste celui de la formation universitaire. Une telle formation ne saurait être complète, plus précisément *universelle*, si elle ne repose sur un pluralisme sans faille. Mais la société n'est pas une université. Elle n'est pas un lieu de formation où toutes les orientations peuvent revendiquer d'être traitées sur un pied d'égalité. Elle est un lieu de confrontation d'intérêts divergents où les différentes options, si elles veulent triompher, doivent s'imposer en conquérant l'adhésion de la population.

Face au néolibéralisme omniprésent, il n'y a pas de pluralisme à revendiquer. Il y a une place à prendre, une voix à faire entendre, par ceux et celles qui veulent combattre cette hégémonie. La question centrale qui se pose est bien sûr celle des moyens de la diffusion de cette intervention. Et s'il y a une disproportion quelque part, c'est bien là qu'elle se trouve, au niveau des moyens. Ce qui remet encore une fois au devant de la scène la nécessité d'une action intersyndicale et des forces progressistes pour mettre sur pied les véhicules qui s'imposent.

Voilà les raisons pour lesquelles je n'ai pas signé le texte *Pour une autre vision de l'économie*. Ce qui ne devrait d'aucune manière constituer un obstacle à la poursuite d'une action commune avec les signataires de ce texte, dont plusieurs sont des personnes avec lesquelles je suis depuis fort longtemps en étroite solidarité professionnelle, syndicale et politique.

Fin du texte